

les réponses des provinces au Livre blanc et à la lettre que nous lui avons jointe.

Je voudrais étudier la situation. Je crois que nous avons reçu toutes les réponses, sauf une peut-être, mais j'espère que mon honorable ami permettra au ministre de la Justice ou à moi-même de faire une déclaration à ce sujet, dès que j'aurai eu l'occasion d'examiner la situation provinciale, c'est-à-dire demain ou après-demain.

M. Brewin: Pourrais-je poser une question supplémentaire au premier ministre? A-t-on songé à étendre la portée de l'enquête, afin d'examiner la question de l'amendement constitutionnel dans son ensemble et non seulement celle de la procédure à adopter en vue de modifier la constitution?

Le très hon. M. Pearson: Nous étudierons aussi cette question, monsieur l'Orateur, mais j'espère que mon honorable ami conviendra que la procédure adoptée ici au sujet de cette très importante question doit être reliée aux mesures prises dans les provinces à ce sujet. C'est une question difficile et compliquée et voilà pourquoi je demande quelques heures de délai avant d'y répondre.

LA RADIODIFFUSION

LE RAPPORT DU COMITÉ CONSULTATIF

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Robert Simpson (Churchill): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au secrétaire d'État. Pourrait-il dire à la Chambre si le gouvernement a reçu un rapport du comité consultatif de la radiodiffusion? Sinon, le ministre peut-il nous dire quand on compte l'obtenir?

L'hon. Maurice Lamontagne (secrétaire d'État): Monsieur l'Orateur, nous n'avons pas encore reçu le rapport, mais je compte l'obtenir à la fin de mars ou au cours d'avril.

M. Simpson: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le secrétaire d'État peut-il dire à la Chambre si le gouvernement songe ou songera à accorder une subvention spéciale à Radio-Canada pour lui permettre notamment d'étendre ses services, comme le recommande le dernier rapport annuel de la Société?

L'hon. M. Lamontagne: Je ne crois pas que le gouvernement ait encore pris de décision à ce sujet.

(Texte)

LA GENDARMERIE ROYALE

ATTITUDE DE L'ÉTAT-MAJOR À L'ÉGARD D'UN ANCIEN EMPLOYÉ

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Guy Marcoux (Québec-Montmorency): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de la Justice.

Pourrait-il dire à la Chambre pour quelle raison l'ancien surintendant en chef de la Gendarmerie royale, M. René-J. Bélec, a été dépouillé de la médaille de l'Ordre de l'Empire Britannique qu'il avait reçue en 1953 pour services méritoires, et qui a donné l'ordre d'exiger cette punition?

L'hon. Guy Favreau (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, je remercie l'honorable député de m'avoir donné préavis de sa question. Mais malgré sa courtoisie, je pense que c'est là le genre de question qui devrait être inscrite au *Feuilleton*. Je lui suggère donc de ce faire et je m'empresse de fournir la réponse.

(Traduction)

QUESTIONS OUVRIÈRES

PALLIATIFS DU CHÔMAGE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Eric A. Winkler (Grey-Bruce): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre du Travail. Étant donné qu'il y a environ un demi-million de chômeurs au Canada, soit 6 p. 100 de la main-d'œuvre totale et 10 p. 100 de celle des provinces Maritimes, le ministre nous parlerait-il d'un programme visant à améliorer la situation?

L'hon. A. J. MacEachen (ministre du Travail): Oui, monsieur l'Orateur, je serai heureux de faire une déclaration au moment opportun.

(Texte)

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Théogène Ricard (Saint-Hyacinthe-Bagoit): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser...

(Traduction)

M. l'Orateur: Je ne veux empêcher personne de parler, mais j'aimerais sortir de cet embouteillage et passer aux travaux dont la Chambre est saisie.

(Texte)

L'hon. M. Ricard: Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question à l'honorable ministre du Travail.

Étant donné que la province de Québec compte 39 p. 100 des chômeurs du Canada, le ministre pourrait-il dire à quelle date il rendra publics les différents projets qu'il a en